

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 18/11/2025

Nos réf. : SAU/EL/MI n° 25 - 628

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REMONDIS Electrorecycling SAS

Route de l'Ecluse
ZAC des Marots
10800 SAINT-THIBAULT

Code AIOT : 0005703169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 octobre 2025 dans l'établissement REMONDIS Electrorecycling SAS implanté Route de l'Ecluse, ZAC des Marots, 10800 SAINT THIBAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS Electrorecycling SAS
- Route de l'Ecluse, ZAC des Marots - 10800 SAINT-THIBAULT
- Code AIOT : 0005703169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377
10025 TROYES cedex

L'entreprise REMONDIS exploite sur son site de SAINT-THIBAULT une installation de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques : petits appareils électroménagers et gros électroménagers froids.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des rejets atmosphériques conduit 1	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.3.1.1	Demande d'action corrective	4 mois
6	Surveillance des rejets atmosphériques flux annuel	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.3.1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)	Décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 14h	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Rejets atmosphériques diffus en métaux	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 2.1.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Surveillance environnementale des retombées atmosphériques	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.4	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques conduit 2	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.3.1.2	/	Sans objet
7	Production de déchets dangereux	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'un arrêté préfectoral consolidé du 25 juillet 2025.

L'exploitant a pris connaissance des prescriptions de cet arrêté.

La mise en place d'une surveillance environnementale des retombées atmosphériques est en cours.

Le programme de surveillance a été établi et n'appelle pas de remarques.

Des non-conformités ont été relevées sur les émissions atmosphériques notamment pour les COVT mais aussi dans une moindre mesure sur les poussières et le mercure.

Des travaux sont prévus sur le dépoussiéreur pour la fin de l'année 2025.

Néanmoins au regard des teneurs qui peuvent atteindre 3 fois la valeur limite, il est demandé à l'exploitant d'expliquer l'origine de ces émissions sans attendre la fin des travaux et d'étudier les possibilités d'abattement des COVT pour atteindre les valeurs limites applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 14h								
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques disponibles								
<div>Point de contrôle déjà contrôlé :<ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 05/12/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action correctivedate d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025</div>								
<div>Prescription contrôlée :<p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses, en particulier de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p><table><thead><tr><th>Technique</th><th></th><th>Description</th><th>Applicabilité</th></tr></thead><tbody><tr><td>h</td><td>Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</td><td>Voir la section 6.2. Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles,un programme LDAR est établi et mis en œuvre, selon une approche fondée sur les risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.</td><td>Applicable d'une manière générale.</td></tr></tbody></table></div>	Technique		Description	Applicabilité	h	Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)	Voir la section 6.2. Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles,un programme LDAR est établi et mis en œuvre, selon une approche fondée sur les risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.	Applicable d'une manière générale.
Technique		Description	Applicabilité					
h	Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)	Voir la section 6.2. Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles,un programme LDAR est établi et mis en œuvre, selon une approche fondée sur les risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.	Applicable d'une manière générale.					

Constats :

Pour faire suite à la visite du 5 décembre 2024, l'exploitant a indiqué par courrier du 4 août 2025, que le service maintenance effectue des détections de fuite une fois par mois.

Une GMAO est en cours de développement. Il est prévu à long terme d'intégrer ces opérations de détection de fuite au sein de la GMAO.

La GMAO n'est au jour du contrôle pas en place. L'exploitant met en place depuis la visite du 22 octobre 2025 un suivi de la détection de fuite en attente de la nouvelle GMAO. Les fiches de suivi ont été transmises à l'inspection par mail du 7 novembre 2025.

L'exploitant a évoqué les audits annuels visant à définir si les objectifs de récupération des composés : HFC, CFC... issus des mousses isolantes des DEEE froid sont atteints. Il explique que, pour atteindre ces objectifs, il ne peut pas se permettre d'avoir des fuites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques diffus en métaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 2.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise sur son site une mesure des rejets diffus de poussières et de métaux en réalisant une campagne de mesure de la qualité de l'air ambiant et des retombées en s'appuyant sur la méthodologie prévue par le guide INERIS DRC-61-158882-12366A - surveillance dans l'air autour des installations classées de novembre 2016. Cette campagne de mesure fait l'objet d'un programme définissant les points de surveillance retenus (emplacement, nombre), les paramètres mesurés (notamment les poussières et les métaux dont a minima le plomb), et les moyens d'analyse.

Ce programme est soumis sous 1 mois à l'avis conforme de l'inspection des installations classées.

Le programme comprend au moins un point témoin en bordure de site non-soumis à l'influence des installations, un point en bordure de site en direction de la société GROUPEMENT CHAMPENOIS, un point positionné à l'entrée de l'atelier broyage, deux points positionnés à proximité des stockage de déchets.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats sont transmis au préfet avant le 1er décembre 2020.

Constats :

Depuis la visite du 5 décembre 2024, l'inspection a rédigé un nouvel arrêté préfectoral d'exploitation, signé le 25 juillet 2025.

Les prescriptions concernant la mesure des retombées atmosphériques des émissions ont été revues. Des actions sont en cours pour mettre en place un nouveau programme de surveillance (voir constat suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance environnementale des retombées atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2.4.1. Programme de surveillance des retombées atmosphériques

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions atmosphérique dans l'environnement.

Le programme de surveillance est transmis sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées.

L'exploitant décrit dans ce document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Il y est notamment spécifié :

- la description du site, la nature des émissions associées à l'installation (diffuses et canalisées), la localisation des zones d'émission ;
- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;
- la nature des milieux environnants et le contexte local ;
- la durée des périodes de mesure et leur fréquence ;
- la localisation des points de mesure/prélèvement et leur justification ;
- le choix et la justification des méthodes de prélèvements et d'analyse.

L'exploitant justifie, par modélisation ou par d'autres moyens d'étude (conditions météorologiques), l'emplacement des points de mesure :

- Un point est localisé au niveau des retombées maximales ;
- Chaque zone à enjeu potentiellement impactée dispose d'un point de prélèvements : premières habitations... ;
- A minima un point témoin, hors influence des rejets de l'usine, est déterminé.

Constats :

Le prestataire en charge de définir le programme de surveillance a présenté lors de l'inspection le programme de surveillance actuellement en construction. Le rapport définitif du programme de surveillance a été transmis à l'inspection le 7 novembre 2025 par mail.

Un périmètre d'étude de 1,5 kilomètres autour du site est retenu. Trois écoles, deux établissements recevant du public (ERP) et des quartiers résidentiels sont présentes dans cette zone.

Le site est situé à proximité directe de l'autoroute. Ainsi, il est proposé de mettre en place deux points témoins : un premier représentatif des émissions liées au trafic et un second en zone urbanisée, ni exposé aux émissions du site, ni au trafic routier. Les points de mesures sont justifiés à l'aide de la rose des vents et de la modélisation des émissions.

Des points de mesures sont situés au niveau des retombées maximales des émissions et au niveau des premières habitations. Le point le plus proche du site sera situé au sein de la zone d'activité et enfin un point se situera au niveau des ERP les plus proches.

Les prélèvements seront réalisés par jauge OWEN.

Ce programme de surveillance répond aux attentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est précisé à l'exploitant que l'expression des résultats pour les PCDD/F et PCB doit se faire avec et sans pondération.

On retiendra les pondérations (facteurs d'équivalent toxiques) suivantes :

- Pour les PCDD/F seuls, l'OTAN 1988 ;
- Pour la somme des PCDD/F et PCB-DL la pondération OMS 2005 est à prendre en compte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques conduit 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

L'évaluation des émissions atmosphériques est réalisée conformément à l'annexe 1.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets.

Article 2.3.1.1. Conduit n°1 - Installation de filtration centrale du bâtiment 1

Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux (g/h)	Fréquence
Poussières	5	2,85	Semestrielle
SO ₂	0,5	3,78	Annuelle
Cadmium Cd	0,05	$4,4 \cdot 10^{-2}$	Annuelle
Thallium Tl	0,05	$1,47 \cdot 10^{-5}$	Annuelle
Plomb Pb	1	$8,87 \cdot 10^{-2}$	Annuelle
Mercure Hg	0,005	$4,33 \cdot 10^{-2}$	Trimestrielle
Cd + Hg + Tl	0,1	0,22	Annuelle
As + Se + Te	1	$2,8 \cdot 10^{-3}$	Annuelle
Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn	5	6,95	Annuelle
COVt dont toluène, éthyl- benzène, styrène, pentane, isopentane, cyclopentane, isobu- tane	15	375	Semestrielle

COV avec mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61	2	-	Semestrielle
Chlorofluorocarbones CFC	10	200	Semestrielle
Retardateurs de flamme bromés dont PBDE, TBBPA, HBB et HBCDD	surveillance	-	Annuelle
PCDD/F	surveillance	-	Annuelle
PCB de type dioxine	surveillance	-	Annuelle

Constats :

Lors du contrôle du 5 décembre 2024, l'inspection avait noté qu'une opération de maintenance importante était programmée sur le filtre dépoussiéreur, lors de l'arrêt des installations fin décembre 2024.

Le 4 août 2025, l'exploitant a transmis un courrier afin d'informer l'inspection que les travaux n'ont pas pu être réalisés en raison de difficultés pour faire intervenir la société spécialisée dans le dépoussiérage.

Au jour du contrôle, les travaux ne sont pas mis en œuvre. L'exploitant prévoit une intervention courant du dernier trimestre 2025 et des mesures à l'émission en décembre pour évaluer l'impact des travaux.

Le présent constat analyse la conformité des résultats des mesures des rejets atmosphériques du 14 octobre 2024, 18 novembre 2024 (inopiné), 21 janvier 2025, 17 février 2025 et du 4 et 5 juin 2025

Les fréquences de surveillance sont respectées. Néanmoins, le rapport de mesure de juin 2025 ne présente pas de résultats pour les COV à mention de danger. De plus, les mesures semblent avoir été réalisées pour les CFC, mais il apparaît uniquement un pourcentage (de 0,0005% pour le R11 et R12). Afin de pouvoir statuer sur la conformité des émissions de CFC, des concentrations et flux doivent être présentés.

Il apparaît les non-conformités suivantes :

Les teneurs en COVT sont environ 3 fois supérieures aux valeurs limites admissibles :

Date de mesure	14/10/2024	18/11/2024	21/01/2025	4 et 5/06/2025
Concentration (mg/Nm3)	69,7	51,1	68,49	48,8
Flux en g/h	40	868	1475	950

Les teneurs en mercure ne sont pas conformes sur les mesures réalisées en juin 2025 et août 2025 :

- Une concentration de 9,2 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ pour un flux de 0,18g/h sont relevés en juin 2025;
- Une concentration de 5,9 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ pour un flux de 0,11g/h sont relevés en août 2025.

La teneur en poussière mesurée en juin 2025 atteint 21,8 mg/m^3 pour un flux de 430g/h. Ces teneurs sont anormalement élevées par rapport à l'historique de mesure.

Les résultats des substances non mentionnées ci-dessus n'appellent pas de remarques.

Il n'est à ce stade pas proposé à Monsieur le Préfet de mise en demeure étant donné que des travaux sont en cours de réalisation sur le filtre à manche.

L'exploitant a transmis par mail du 7 novembre 2025 la facture du 27 octobre 2025 concernant les travaux sur le filtre à manche, ainsi que les échanges de mails avec le prestataire qui indique les dates de réception des fournitures pour les travaux.

Outre les travaux prévus sur le dépoussiéreur, et notamment au regard des teneurs élevées en COVT, il semble opportun de s'interroger sur l'origine de ces émissions et de vérifier l'adéquation, la suffisance et le dimensionnement du process.

La prochaine analyse est attendue pour décembre 2025 et devrait permettre de constater l'impact des travaux sur les teneurs à l'émission.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- tenir informé l'inspection des avancées des travaux mensuellement ;
- transmettre les résultats de mesures des rejets atmosphériques dès réception et notamment pour décembre 2025 ;

- en parallèle, l'exploitant se penchera sur la question de l'origine et du traitement des COVT à l'émission afin de pouvoir atteindre le niveau requis ;
- s'assurer de la complétude de chacun des résultats d'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques conduit 2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.3.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1.2. Conduit n°2 - Ventilation du local de traitement des réfrigérateurs contenant une solution ammoniacale dans le bâtiment 2

Paramètre	Code CAS	Concentration mg/Nm ³	Flux (g/h)	Fréquence
Ammoniac NH ₃	7664-41-7	50	130	Annuelle

Constats :

L'exploitant a présenté les dernières mesures disponibles au conduit 2.

La mesure du 7 janvier 2025 indique une concentration en ammoniac de 8,28 mg/Nm³ et un flux de 9,02 g/h.

La mesure du 5 juin 2025 indique une concentration en ammoniac de 4,8 mg/Nm³ et un flux de 20 g/h.

Elles sont donc conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques -flux annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2.3.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Prescription contrôlée :	
Paramètre	Flux kg/an
Poussières	21,4
SO ₂	28,3
Cadmium Cd	0,329
Thallium Tl	1,1.10 ⁻³
Plomb Pb	0,664
Mercure Hg	0,324
Cd + Hg + Tl	0,994
As + Se + Te	9,75.10 ⁻³
Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn	17

COVt dont toluène, éthylbenzène, styrène, pentane, isopentane, cyclopentane, isobutane	608
COV avec mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61	-
Chlorofluorocarbones CFC	1 506
Retardateurs de flamme bromés dont PBDE, TBBPA, HBB et HBCDD	1,45.10 ⁻³
PCDD/F	6,46 µg I-TEQ/an (OMS - 2022)
PCB de type dioxine	-
Ammoniac NH3	190

Constats :

Les flux annuels déclarés sont issus des résultats des mesures à l'émission.

Paramètres	Flux déclaré 2023	Flux déclaré 2024
Poussières	405,14	14,23
SO2	17,52	9,05

Cadmium Cd	0,03	0,19
Thallium Tl	0	0
Plomb Pb	0	0
Mercure Hg	5,18	0,2
Cd + Hg + Tl	5,21	0,4
As + Se + Te	0	0
Sb + Cr + Co + Cu + Mn+ Ni + V + Sn + Zn	2,58	1,15
COVt dont toluène, éthylbenzène, styrène, pentane, isopentane, cyclopentane, isobutane	5404,71	2517,16
Chlorofluorocarbones CFC	Non déclaré	Non déclaré
Retardateurs de flamme bro- més	Non déclaré	Non déclaré
PCDD/F	Non déclaré	Non déclaré
PCB de type dioxine	Non déclaré	Non déclaré
Ammoniac NH3	Non déclaré	Non déclaré

On constate sur le tableau ci-dessus que les flux déclarés et présentés en gras sont supérieurs aux flux annuels prescrits.

Les flux déclarés en 2023 et 2024 sont supérieurs aux flux prescrits pour les COVT. Ceci constitue une non-conformité.

A noter, que les flux de COVT en 2024 ont été divisés par deux par rapport à 2023.

En 2023, les flux de poussières et mercure n'étaient pas conformes et sont conformes pour 2024.

Certaines substances ne sont pas déclarées.

Étant donné que la prescription pour les flux annuel est récente (Arrêté Préfectoral du 25/07/2025), il n'est pas proposé à Monsieur le Préfet à ce stade de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de déclarer l'ensemble des polluants pour lesquels un flux annuel est prescrit lors de la campagne de déclaration de 2026.

L'exploitant explicitera les raisons des dépassements des flux annuels constatés.

Il est demandé à l'exploitant, en lien avec le constat n°4, d'étudier l'origine et les possibilités d'abattement des COVT afin d'atteindre les valeurs limites admissibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Production de déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 5.4

Thème(s) : Autre, déchets

Prescription contrôlée :

Déchets dangereux :

16 02 09* = Transformateurs et accumulateurs contenant des PCB

14 06 01* = Chlorofluorocarbones, HCFC, HFC

Les déchets produits par l'activité du site sont identifiés et triés suivant les catégories données dans le tableau ci-dessus, afin d'assurer au mieux leur valorisation.

Ces déchets, triés par catégorie, sont stockés dans des contenants adaptés : alvéoles, bennes, caisses-palettes, caisses grillagées, fûts, GRV ou bidons. Ces contenants sont identifiés et/ou leurs emplacements sont panneautés selon la catégorie du déchet.

Constats :

Par échantillonnage, l'inspection a consulté la plateforme Trackdéchets pour les transformateurs et accumulateurs contenant des PCB (code 16 02 09*) et pour les CFC, HCFC et HFC (nommés gaz de climatisation, code 14 06 01*).

Les 14 06 01* sont stockés à proximité de la ligne de traitement des DEEE Froid en contenants dédiés sur lesquels apparaissent le nom de la substance.

Les bordereaux Trackdéchets indiquent des envois vers le prestataire de traitement à une fréquence globalement mensuelle. Chaque contenant d'environ 250 ou 500 kg de substance est identifiée.

Les transformateurs et accumulateurs contenant des PCB (code 16 02 09*) sont stockés en caisses palettes dans une zone du bâtiment dédié au stockage des déchets dangereux triés. L'exploitant a procédé à deux envois depuis le début de l'année 2025 : de 442 et 486 kg en mars et juillet vers le prestataire qui assure le traitement de ce flux.

Type de suites proposées : Sans suite